

**L'ÉDITO** par **Martial DUMONT**

# L'exemple

**Le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles accueille donc depuis ce lundi son Parlement Jeunesse. Vingt ans que les 17-26 ans sont initiés au rôle de député ou de ministre et réfléchissent à des projets de décrets. Le Parlement fédéral fait pareil.**

Ça permet aussi, paraît-il, de donner aux jeunes une meilleure compréhension du système parlementaire. Et, on l'imagine, de la politique en général.

On ne peut évidemment que louer cette volonté d'éduquer la jeunesse sur un plan politique. Comprendre les enjeux sociétaux, prendre des positions idéologiques sur des thèmes capitaux pour l'avenir de démocraties, c'est bien sûr une nécessité absolue.

Toute la question est évidemment de savoir comment on s'y prend. Et aujourd'hui, il n'est absolument pas certain que

jouer au député l'espace d'une semaine soit suffisant pour attiser l'intérêt des jeunes pour la politique.

Parce que d'un autre côté, la politique, elle, fait tout pour s'éloigner de la population, et en particulier des jeunes.

Les affaires de ces dernières années ont presque définitivement achevé d'abîmer l'image des hommes et femmes politiques.

Les coups opportunistes, les louvoiements, les

retournements de vestes, le manque de loyauté, les

discours faciles voire populistes, donnent depuis

quelque temps déjà l'image d'une politique de l'entre-soi,

du profit personnel, de la partitocratie qui ne donnent

absolument plus envie aux vrais idéalistes de se lancer

dans une cage aux fauves où tout est permis ou presque.

Alors, oui, montrer aux gamins comment fonctionnent nos institutions est sans doute

une initiative heureuse. Mais tant que le monde politique ne reprendra pas le rôle d'exemple et d'exemplarité qui doit être le sien, il ne faudra pas espérer restaurer la confiance et l'envie.

Où'on soit bien clair : il ne s'agit pas de tenter de récupérer les jeunes et de les attirer à une cause particulière. Il s'agit de leur redonner le goût d'accéder à des positions où ils pourront œuvrer pour le bien commun. L'avenir de la politique est à ce prix.